

Composition : « Est-ce que l'avenir nous appartient ? »

« 1^{er} octobre 1900. Asseyez-vous. Mes chers enfants, notre XX^e siècle sera un grand et un beau siècle, où les progrès – ceux nés de la Science – apporteront le confort à tous les foyers ». Ainsi s'adresse l'instituteur Joseph Pagnol à ses jeunes élèves, tel que le relate son fils Marcel dans ses souvenirs d'enfance.

« Les maisons auront le gaz, l'électricité... Souvent même le téléphone ! » poursuit-il devant sa jeune assistance aussi ébahie qu'enthousiaste.

Nombre de ces enfants périront toutefois moins de deux décennies plus tard dans la boucherie de 1914, avant que leurs rêves de progrès ne se soient concrétisés.

Nous ne sommes pas toujours maître de notre avenir, y compris quand nous avons confiance en lui. La vigilance face aux événements extérieurs, dont les signes nous sont parfois largement perceptibles, se relâche parfois face à l'euphorie de notre engouement.

Comment pouvons-nous, avec notre système politique, garantir la crédibilité dans cette attente essentielle de notre vie terrestre et spirituelle qu'est la confiance en l'avenir, caractérisée par notre capacité à maîtriser notre destin et celui de notre descendance ?

Après avoir analysé comment l'évolution de notre représentation de l'Homme au monde nous avait doté d'un rationalisme nous permettant de maîtriser notre avenir (I), nous examinerons la nécessité de sortir du déni face aux crises ontologiques actuelles vis-à-vis desquelles seul un sursaut démocratique nous permettra d'entrer en résilience (II).

I. L'Homme, rendu au centre de l'Univers, s'est doté des moyens de surmonter les crises pour maîtriser son destin

L'homme « rationnel », soit doté de raison et sachant l'utiliser, a longtemps cru pouvoir maîtriser l'avenir par ses actions et la technologie progressante. La mythologie grecque dépeint ces personnages ingénieux (ancêtres des ingénieurs ?) trouvant la solution de leurs problèmes dans leurs initiatives. Ainsi Dédale, confronté au Minotaure, construit-il le labyrinthe pour s'en préserver. Il s'y perd ? Qu'à cela ne tienne : son fils Icare revêtira des ailes artificielles pour en sortir par les airs. Cette véritable « technophilie » sera reprise en Europe au tournant de la Renaissance.

1) L'humanisme, en plaçant l'Homme au centre de la création, le conduit à se rendre « comme maître et possesseur de la Nature »

Le XV^e siècle voit la religion chrétienne remise en cause dans sa conception purement transcendantale du divin et produira l'Eglise réformée. A son issue, l'être humain se voit placer au centre de l'univers comme une création à part entière, ne faisant plus corps avec son environnement, contrairement aux religions païennes.

Au XVII^e siècle, le philosophe Descartes conceptualise la Raison que nous maîtrisons au point de devenir maître de la Nature, par notre capacité à en dompter les effets. Ce rationalisme est largement parvenu jusqu'à nous et ses effets se manifestent au-delà du champ technologique. Dompté par cette confiance démesurée dans ses capacités, l'Homme se sent en capacité de faire face aux crises qu'il rencontre et dont les aboutissements ont forgé notre histoire.

2) Confrontés à des crises chroniques, nous savons les transformer en opportunités d'améliorer les conditions de notre avenir

Fort de sa raison forgeant son discernement, l'Homme a fait face aux crises jalonnant son ouverture auxquelles nous devons les avancées majeures de notre civilisation contemporaine :

- La Révolution française, considérée entre 1789 et jusqu'en 1870 avec l'épisode de la Commune de Paris durement réprimée, a permis d'instaurer un régime dépourvu de privilèges, démocratique et ayant régulièrement stimulé la question de la justice sociale demeurant plus que jamais d'actualité.

- L'occupation allemande de la seconde guerre mondiale a fait naître les réseaux de résistance, intéressants, en ce qu'ils constituaient de véritables opportunités d'engagement vers lesquelles se tourner pour qui voulait affirmer le sens de sa vie en profitant de cette période troublée (ce qui ne se présente pas en période prospère). « L'Homme n'a jamais été plus libre que sous l'occupation ! » résumera Jean-Paul Sartres.

- Les soulèvements autochtones au sein des colonies, de la même façon, ont constitué des opportunités pour les populations de reprendre le contrôle de leur destin, ce que les puissances colonisatrices ont reconnu et en préservent la mémoire. A noter que le FLN, identifié dès 1954 comme le mouvement terroriste ensanglantant Paris, est devenu le parti de gouvernement algérien pendant cinq décennies.

- Plus proche de nous et surtout moins tragique, la crise financière de 2008 a abouti à la création de l'Union bancaire et les « ratios de Bâle », garantissant des minima de précaution des fonds propres bancaires et constituant des cagnottes prudentielles pour renflouer une partie des prochains kracks.

- Dans son dernier essai, Jérôme Batout relate la capacité à rebondir de « la Province » suite à son « largage par la capitale parisienne ». En témoigne particulièrement la ville de Valenciennes ayant remporté l'installation de l'usine Toyota face à 70 candidatures !

Qu'elles soient historiques, politiques, économiques ou sociétales, les crises qui jalonnent nos existences ne nous empêchent pas de reprendre la main sur notre avenir, y compris au prix d'un lourd effort humain, lorsque notre capacité à contrôler le destin nous apparaît trop compromise. Nous nous dotons, pour se faire, des structures collectives et des technologies requises.

3) La centralisation politique et la démocratie libérale comme modèle ultime, soutenu par le progrès technologique, aboutit à la « fin de l'Histoire »

Maîtriser son avenir suppose l'anticiper. A la fin de la seconde guerre, l'Etat endosse un rôle de planificateur (Commissariat au Plan) ouvrant l'âge d'or de l'ingénierie publique au service du pays. La période des « Trente glorieuses », consacrant le rôle de l'expert et des grands projets, culminera, en dépit des chocs pétroliers, lorsque l'empire soviétique s'effondrera. Le modèle des démocraties

libérales occidentales – à l'image de l'Amérique de Ronald Reagan et George Bush – semble constituer un modèle ultime, pour le monde entier, engagé sur cette trajectoire aboutissant à la « fin de l'histoire ».

A cette progression des conditions sociétales collectives s'ajoute bien entendu l'augmentation de la production des biens de consommation, poussée par le progrès technologique. Ce progrès repousse, lui aussi, les incertitudes de l'avenir, à l'image du rapport à l'énergie. Les sources fossiles se raréfient les unes après les autres : du charbon au pétrole, les industries se tournent vers l'atome. Les risques nucléaires sont identifiés comme potentiellement dévastateurs : qu'à cela ne tienne, nous innovons vers les énergies renouvelables présentant l'avantage de se reconstituer à l'échelle du temps humain, soit donnant l'impression de l'inépuisabilité.

Comment, face à cet engouement pour la technologie, dont le recours immodéré nous préserve de remettre en cause nos comportements, ne pas revenir au personnage de Dédale, dont nous avons abandonné le fils Icare s'élevant vers le soleil avec ses ailes de cire... Les techniques, si ingénieuses soient-elles, peuvent mettre un terme définitif à notre avenir si notre aveuglement à considérer nos limites est justement entretenu par la performance de leurs résultats.

Nous ressemblons tant à Dédale que la mythologie doit ici nous aider à sortir du déni dans lequel nous nous trouvons pour faire face à nos crises actuelles, revêtant un caractère potentiellement ontologique.

I. L'Homme doit aujourd'hui sortir de son déni face aux crises contemporaines qui le menacent pour pouvoir entrer en résilience et envisager l'avenir

Les romans d'anticipation sur l'évolution climatique, tel l'ouvrage de la navigatrice Isabelle Autissier « Quand Venise disparaîtra », ou le film « Don't look up », sur le déni cosmique, ne sont pas les seuls signaux qui nous sont visibles pour prendre conscience du défi climatique. Les événements catastrophiques à répétitions ont atteint une telle fréquence qu'il ne s'agit plus d'avoir recours aux œuvres de fiction pour en saisir l'ampleur et comprendre qu'ils sont aujourd'hui la normalité.

En quoi cette crise, et les autres de notre temps, peuvent-elles apparaître différentes de celles précédemment évoquées, dont l'Homme a toujours su se relever ?

1) Les crises contemporaines du « monde mondialisé » revêtent une dimension ontologique soulevant un déni sociétal et politique

Les crises contemporaines écologique et climatique, ainsi que sociétale récentes ont ceci d'inquiétant qu'elles semblent s'accompagner d'un déficit de la pensée. Or, comme le rappelle Rousseau dans son contrat social, l'information de tous les citoyens est nécessaire à ce que la volonté générale soit dégagée de l'expression de chacun. Remettre en cause la capacité des individus à exercer leur discernement pourrait mettre un terme à notre modèle démocratique, économique, social. Face à l'incertitude des régimes auxquels il pourrait laisser la place, il semble impossible de ne pas souhaiter le préserver pour qui souhaite conserver la maîtrise de son avenir.

La crise écologique et climatique, comme annoncée, relève d'une incapacité généralisée à reconnaître que la technologie est la responsable des problèmes qu'elle a prétendu résoudre.

La lutte contre le dérèglement climatique s'apparente dès lors aujourd'hui essentiellement à la recherche d'efficacité énergétique dans les produits consommateurs et au « verdissement » des sources d'énergie utilisées (qui présentent toutefois toutes, sans exception, des limites de durabilité lorsqu'une approche globale leur est appliquée).

C'est ainsi à chaque consommateur de ressource – énergétique ou d'une autre nature – à envisager résolument de modifier son comportement pour que la sobriété soit consacrée dans les politiques publiques comme la norme à généraliser. Rappelons qu'elle revient à assimiler la « bonne ressource » à celle qu'on ne consomme pas.

Ce déni climato-environnemental tend à se poursuivre, dans le champ social, par notre incapacité à faire face au ressentiment grandissant de nos concitoyens, manifesté notamment par les records d'abstention observés dans toutes les élections, et ayant pris une dimension explosive lors des événements des « gilets jaunes », ainsi que, dans une autre mesure, par les phénomènes croissants de radicalisation. Cynthia Fleury, dans « les irremplaçables » ou « ci-gît l'amer » nous rappelle que la société capitaliste, en ce qu'elle a précarisé l'individu jugé « remplaçable » au nom de la productivité, a alimenté les pulsions ressentimistes qui deviennent, pour certains individus, le moteur d'actions individuelles et collectives. Dépourvu « d'individuation », l'être humain n'est plus en mesure de résister à la pulsion de destruction ou de haine.

Mettre le feu à une préfecture ou trouver la mort dans un attentat criminel sont des actes distincts, mais ils convergent dans le désespoir que leurs auteurs ont trouvé par leur perte, possiblement irrémédiable, de croire en leur avenir.

Comme la crise climatique qui verra peut-être Venise – comme d'autres – disparaître sous les eaux à jamais, cette crise ressentimiste, en ce que nous ne parvenons pas à l'endiguer, conduira peut-être à la fin de l'existence de notre société. Comment notre structure politique et institutionnelle nous assiste-t-elle pour les endiguer ?

2) La mutation de l'Etat, profonde, place les citoyens dans une incertitude d'avenir conduisant à questionner l'origine de la souveraineté

Selon le politologue Patrick le Galès, l'Etat est entré dans une phase de « dénationalisation », matérialisée par le fait qu'il ne doit plus rendre des comptes qu'aux seuls citoyens mais également à d'autres Etats (comme avec l'Union Européenne) ou aux marchés financiers (fixant les taux d'intérêt de sa dette). Ce régime d'interdépendance, qui n'est pas nouveau, s'accroît toutefois avec la progression de la mondialisation. Paradoxalement, on n'assiste pas nécessairement à un « recul de l'Etat » dans tous les domaines. Si des secteurs sont de moins en moins réglementés depuis plusieurs décennies (comme le champ du travail « uberisé ») d'autres secteurs voient leurs réglementations se durcir fortement. Il en résulte, pour les citoyens, un monde complexe où l'impression d'une totale autonomie coexiste avec une sélectivité sans pareil où l'erreur a des conséquences irrécupérables, source d'angoisse extrême. Les politologues peuvent lier cet Etat aux nombreux tournants populistes dont certains régimes envisagent ouvertement les limites du système démocratique.

Les pays de la Hongrie et de l'Italie, en Europe, seront à cette occasion, mentionnés.

3) Seul un renforcement démocratique permettra de nourrir la pensée afin d'entrer en résilience et reprendre le contrôle de l'avenir

La démocratie apparaît comme le meilleur régime permettant d'organiser la mobilisation des intelligences collectives par la libre expression et le respect des positions de chacun. Elle apparaît comme une ressource pour résoudre une crise, multiformes croisant diverses dimensions, que les approches démagogues – consacrées par les régimes autoritaires – ont tendance à hiérarchiser trop brutalement, sans pouvoir être contestées. On n'imagine enfin pas un gouvernement n'ayant plus de compte à rendre à sa population, et où les pouvoirs ne seraient plus séparés, sortir à lui seul des dénis dont l'affrontement suppose une lucidité impopulaire.

C'est donc par un renforcement de notre démocratie, dont le renouveau est à chercher également dans les collectivités locales et leurs compétences renforcées, que nous trouverons les solutions pour faire face à nos actuels défis. Nous ne parviendrons pas à les balayer comme si leurs causes et effets pouvaient n'avoir pas existé, mais nous saurons trouver une « sagesse antique », en nous rappelant Icare, permettant d'entrer en résilience sociale et climatique. A ce moment, peut-être, l'avenir nous appartiendra de nouveau.